

“Comment fut scellé le destin d'un pays aux richesses convoitées”

Le Monde Diplomatique, September 1993

David N. Gibbs

L'EX-CONGO belge sombra dans la violence et la guerre civile dès les premiers jours de son indépendance. Les colonisateurs n'avaient rien fait pour le préparer à se gouverner lui-même, il ne disposait tout au plus que d'une trentaine de diplômés de l'Université. En l'espace de quelques jours, la province du Katanga, richement pourvue en cuivre, cobalt et autres minerais, fit sécession et forma un Etat séparé. Par la suite, le Sud-Kasaï, producteur de diamants, l'imita. Ni l'armée nationale en total désarroi ni le gouvernement central n'étaient en mesure de contenir ces désordres, d'autant que les interventions extérieures étaient nombreuses. En particulier, celle de la Belgique, dont les compagnies minières oeuvrèrent en faveur de la sécession du Katanga et du Sud-Kasaï. Mais les Etats-Unis, l'Union soviétique, la France et le Royaume-Uni contribuèrent également à cette confusion.

Dès le mois de juillet 1960, les Nations unies furent autorisées par le Conseil de sécurité à envoyer une force officiellement destinée à combattre - ou du moins réduire - les ingérences étrangères et à établir l'ordre interne (1). Des "casques bleus" furent dépêchés dans tout le pays, tandis que des fonctionnaires civils prenaient en main les fonctions administratives du gouvernement. Que le Conseil de sécurité ait pu entreprendre une telle opération en pleine guerre froide peut paraître surprenant mais, en fait, de nombreux pays africains avaient pris position à l'ONU en faveur d'une présence des Nations unies au Congo ex-belge, de sorte que les Soviétiques durent se résoudre à ne point mettre leur veto au Conseil de sécurité contre l'envoi d'une telle force.

A l'époque, le rôle de l'organisation internationale au Congo ex-belge fut fort apprécié. On loua sa neutralité et son équité en dépit de quelques critiques de la part des pays de l'Est et de milieux d'extrême droite en Europe et aux Etats-Unis. Des Etats neutralistes participèrent activement à cette action, en particulier les pays scandinaves - le Suédois Dag Hammarskjöld, secrétaire général de l'ONU, trouva la mort au Congo. Pendant longtemps, cette impression continua de marquer les travaux des chercheurs, comme si, à cette occasion, les Nations unies étaient parvenues à transcender les rivalités des grandes puissances et à instaurer sur place une présence vraiment internationale.

Le rôle des Etats-Unis

TRENTE ans après, les archives ont été ouvertes à la consultation, et il convient de nuancer ce jugement. Car l'ONU, soumise aux pressions des grandes puissances, notamment celles des Etats-Unis, n'a pas du tout été neutre.

Tout d'abord, l'URSS et ses alliés étant tenus à l'écart, ce sont les Etats-Unis qui, dans une grande mesure, dirigèrent toute l'action. Aux Nations unies, les fonctionnaires des pays communistes n'étaient généralement pas en mesure de participer aux décisions ni même de consulter les documents sur le Congo (2). A l'exception de la Yougoslavie neutraliste, aucun d'eux ne prit part

à l'opération de maintien de la paix. Tandis que les fonctionnaires américains jouèrent un rôle crucial, surtout les premiers mois, qui furent décisifs. Ralph Bunche fut le premier directeur des opérations au Congo: c'était un ancien fonctionnaire du département d'Etat qui n'avait rien renié des convictions anticomunistes de son pays et qui collaborait étroitement avec l'ambassade à Léopoldville (ancien nom de Kinshasa). Il fut remplacé par Andrew Cordier en septembre 1960, un autre Américain, lui aussi un ancien du département d'Etat, qui collabora secrètement avec les fonctionnaires des Etats-Unis (3). D'ailleurs, le financement de l'opération était assuré à concurrence de 40 % par les Etats-Unis.

L'ONU et Washington coopérèrent étroitement pour déstabiliser le gouvernement de Patrice Lumumba, premier ministre élu dès avant l'accession du Congo à l'indépendance, lors d'un scrutin contrôlé par les Belges.

En général, les fonctionnaires américains détestaient Lumumba, en qui ils voyaient un extrémiste nationaliste hostile aux intérêts occidentaux. Sa décision d'accepter l'aide militaire soviétique, en août 1960, les irrita particulièrement. Dans la presse, on donnait de lui une image fort négative, le présentant comme un homme autoritaire, émotif et instable - et procommuniste. En fait, les études plus récentes qui lui ont été consacrées le dépeignent plus favorablement comme le seul dirigeant à avoir été démocratiquement élu dans toute l'histoire du Zaïre, et dont les initiatives paraissent maintenant raisonnables, étant donné ce que l'on peut savoir de la nature et de l'ampleur des interventions étrangères. Mais les Américains étaient à l'époque déterminés à le renverser. Les manœuvres de la CIA qui ont conduit à l'assassinat de Lumumba en janvier 1961 sont bien connues, mais on insiste moins sur la part qu'ont prise les Nations unies à son éviction du pouvoir.

Le 5 septembre 1960, une crise constitutionnelle éclata quand le président du Congo ex-belge, Joseph Kasavubu, renvoya son premier ministre Lumumba. L'ambassade américaine avait activement encouragé Kasavubu à se débarrasser de lui. Andrew Cordier, chef de l'opération des Nations unies au Congo, était en contact avec Washington pour informer secrètement les dirigeants américains de ce qui se passait. Il conseilla au nouveau premier ministre désigné, Joseph Ileo, qui devait remplacer Lumumba, d'avoir une politique anticomuniste (4).

Lorsque Patrice Lumumba tenta de reprendre les choses en main et de se rétablir au pouvoir, les Nations unies cherchèrent à s'y opposer. Andrew Cordier donna l'ordre aux "casques bleus" de s'emparer de l'aéroport pour empêcher les troupes loyalistes d'arriver dans la capitale. Les forces de l'ONU prirent aussi le contrôle de la station de radio pour que Lumumba ne puisse pas se faire entendre dans le pays. Et devant le Conseil de sécurité, le secrétaire général de l'ONU lui-même, Dag Hammarskjöld, plaida explicitement en faveur du renvoi du premier ministre. L'ONU s'était rangée aux côtés de ses adversaires intérieurs, notamment Joseph Kasavubu.

La tentative échoua, car Patrice Lumumba fut capable de recueillir un soutien écrasant dans les deux Chambres du Parlement. Mais, quelques jours plus tard, il fut renversé par un coup d'Etat militaire dirigé par un jeune colonel nommé... Joseph-Désiré Mobutu. La nouvelle dictature suspendit le Parlement et la Constitution. Il faut dire à l'actif des Nations unies que, durant cet épisode, elles se tinrent à distance de la politique américaine. Sans doute Dag Hammarskjöld était-il soucieux de préserver l'indépendance de son organisation. Celle-ci s'opposa au coup

d'Etat militaire et à l'instauration d'une dictature, ce qui n'évita pas l'arrestation ultérieure de Lumumba par des éléments de l'armée congolaise.

A Washington, entré en fonctions quelques jours après cette mort, le président Kennedy se montra déterminé à encourager le rétablissement d'un gouvernement civil et la convocation du Parlement congolais. Son gouvernement accordait la préférence, pour remplacer Lumumba au poste de premier ministre, à Cyrille Adoula, un syndicaliste qui avait des liens étroits avec les Etats-Unis. Afin de pouvoir influencer la composition du nouveau gouvernement et de s'assurer qu'il serait bien dirigé par Adoula, les fonctionnaires américains coopèrent une fois encore avec la force des Nations unies.

En juillet 1961, en effet, l'ONU présida à la réunion du Parlement. Tandis que les députés débattaient de la formation du gouvernement, les soldats de l'ONU encerclaient le bâtiment pour le tenir à l'abri de toute interférence, soit de la part d'agents du bloc communiste, soit du fait d'autres pays européens comme la France ou la Belgique. En revanche, cela n'empêcha pas les Américains de s'immiscer. L'historien Richard Mahoney a décrit comment le chef local de la CIA et ses adjoints avaient "repéré un tunnel d'égout qui débouchait dans le conclave coupé de l'extérieur et commencèrent à faire passer de l'argent... A l'intérieur, [Mahmoud] Khiary et son homme de main suisse prenaient l'argent pour soudoyer les parlementaires (5)". Mahmoud Khiary était un haut fonctionnaire des Nations unies. Son supérieur, Sture Linner, qui dirigeait alors l'opération de l'ONU au Congo, usa aussi de son influence en faveur de Cyrille Adoula, qui, grâce à de tels soutiens, fut finalement choisi pour diriger le nouveau gouvernement.

Un "acte de foi" dans la démocratie

A l'époque, ces événements furent en grande partie ignorés du public. La presse occidentale jugea que l'ONU avait eu un rôle désintéressé. Un fonctionnaire du département d'Etat fit l'éloge de la conférence parlementaire, présentée comme "un acte de foi dans le processus démocratique (6)". Malheureusement, à part une brève période au moment du coup d'Etat militaire, la force des Nations unies au Congo s'était comportée comme un "agent des Etats-Unis", pour reprendre les propos d'un fonctionnaire américain (7). A quoi il faudrait ajouter les pressions qu'exercèrent aussi sur les activités de l'ONU les intérêts privés étrangers, notamment les compagnies minières suédoises et américaines (8).

S'il est une leçon à tirer de cette expérience, c'est que les Nations unies fonctionnent dans un monde bien réel, d'où les considérations de Realpolitik ne seront jamais absentes. Aujourd'hui encore, il est probable que l'Organisation ne sera pas en mesure de répondre aux espoirs que l'on place dans ses opérations en faveur de la paix. Mais, après tout, peut-être que la crise congolaise aurait été bien plus grave sans la présence des "casques bleus"...

Notes:

- (1) Au plus fort de ses effectifs, l'opération au Congo (1960-1964) mobilisa quelque 19 000 hommes. Ce fut la principale force d'intervention des Nations unies mise en oeuvre du temps de la guerre froide, et son rôle fut décisif dans l'issue de la crise du Congo ex-belge.
- (2) Conor Cruise O'Brien, *To Katanga and Back*, Universal Library Press, New-York, 1966, pp. 56-57. NDLR: M. Conor Cruise O'Brien fut nommé représentant de Dag Hammarskjöld au Katanga en 1961.
- (3) Madeleine Kalb, *The Congo Cables*, Macmillan Press, New-York, 1982, pp. 74- 75.
- (4) Stephen Weissman, *American Foreign Policy in the Congo, 1960-1964*, Cornell University Press, Ithaca, NY,

- 1974, p. 109.
- (5) Richard Mahoney, *JFK: Ordeal in Africa*, Oxford University Press, New-York, 1983, pp. 86-87.
- (6) Richard Mahoney, op. cit., p. 87.
- (7) Jonathan Dean, cité dans des notes prises au cours d'un entretien avec lui par Arthur Cox, chercheur à la Brookings Institution, document tiré de Ernest Lefever Papers, Hoover Institution Archive, Stanford University, Palo-Alto, Californie.
- (8) Cf. David N. Gibbs, "Dag Hammarskjöld, the United Nations, and the Congo Crisis of 1960-1961: A Reinterpretation", *Journal of Modern Studies*, Devon, Royaume-Uni, vol. 31, n° 1, 1993.